

## SOMMAIRE

### Page 1

L'horizon d'Alençon.  
La bataille de la notoriété.

### Page 2

Le nouvel horizon.  
Flers/Argentan : ça avance.

### Page 3

Le Centre n'existe plus en Normandie.  
Le SRADDET, "service minimum".

### Page 4

Normandie, n°1 de l'hydrogène.  
Les investissements.

### La bataille de la notoriété.

Dans son projet 2018-2030, la Communauté urbaine d'Alençon insiste sur la nécessité de promouvoir une image positive et dynamique de son territoire, en interne auprès des habitants, en externe auprès de tous les Normands.

- Il faut renforcer le sentiment d'appartenance et de fierté des uns, susciter l'intérêt et la curiosité des autres. L'ambition est d'accroître la notoriété.

Dans cette perspective, la réalisation d'un audit est proposée pour identifier "les marqueurs identitaires" d'une nouvelle politique d'image et de promotion. Pour les élus, la culture est un vecteur important, plusieurs idées sont avancées : coordonner toutes les programmations culturelles, faire de la CUA un territoire d'événementiels, développer un festival itinérant sur l'ensemble du territoire.

### La CUA, un village gaulois ?

Dans le projet de territoire de la CUA, on ne parle pas des coopérations possibles avec les bassins de Caen, du Mans et Rouen.

- C'est étonnant et regrettable. Question : Alençon peut-elle se développer de façon autonome, comme un village gaulois, sans articuler ses projets à ceux de ses voisins? La réponse est non.

## L'horizon d'Alençon ?

### • Le temps de la division.

À Alençon, la situation est compliquée. À 10 mois des municipales, les désaccords sont patents entre Emmanuel Darcissac, le maire de la ville, et Ahamada Dibo, le président de la communauté urbaine, qui ont succédé à Joaquim Pueyo, en juin 2017, quand il a abandonné ses mandats locaux pour rester député. *"Beaucoup de projets sont bloqués, regrette ce responsable économique, le territoire patine, on espère que les prochaines élections nous apporteront la solution..."*

- La solution ? C'est, pour la gauche modérée, le retour de Joaquim Pueyo. *"Nous avons besoin de lui, disent les fondateurs "d'Alençon 2020", son comité de soutien, lui seul peut rétablir la concorde entre la ville et l'agglomération, lui seul peut nous proposer une trajectoire positive".* Ahamada Dibo partage cette opinion, Emmanuel Darcissac, pas vraiment. L'ancien député-maire, lui, prend son temps, il attend le bon moment pour confirmer sa candidature, *"pas avant l'automne, dit l'un de ses proches, avant d'ajouter, Joaquim is back"*.

- Évidemment, tout va dépendre du score de l'opposition. De ce côté là, les jeux ne sont pas encore faits. À droite, plusieurs noms circulent : Ludovic Assier pour l'UDI, Bertrand Deniaud pour LR ; on parle aussi du journaliste Stéphane Guy ou encore de Sophie Douvry, *"la situation va se décanter, rendez-vous à la fin de l'année"*.

*Mon commentaire : en attendant, une sortie rapide de l'ornière est nécessaire. Alençon est le chef-lieu d'un département qui peine à trouver sa place dans une Normandie "métropolisée", un département qui manque d'élus forts pour faire entendre sa voix, un département qui ne peut pas se payer le luxe d'un dysfonctionnement de sa plus grande intercommunalité. C'est dans ce contexte qu'Ahamada Dibo a décidé de préparer le coup d'après... le coup d'après les municipales : projet d'avenir oblige.*

### • Cap sur 2030 !

Le président de la Communauté urbaine vient de publier un projet de territoire, élaboré de manière concertée et participative, qui définit *"un plan d'action concret, solidaire et durable"* à l'horizon 2030. C'est sa façon d'ouvrir le chemin à son "ami Joaquim", sa façon de rappeler que le destin de la ville et de l'agglomération se confondent et que les deux collectivités ne sont jamais aussi fortes que quand elles sont solidaires, comprenez gouvernées par la même personne.

9 enj eux ont été identifiés pour les 10 ans à venir :

- Renforcer l'attractivité résidentielle.
- Pérenniser le tissu économique et accompagner le développement de nouvelles activités.
- Continuer à préserver l'environnement.

## Les budgets CUA et Ville.

Pour 2019, les deux collectivités affichent une capacité globale d'investissement de près de 40 M€ : ce n'est pas négligeable. Elle se ventile de la façon suivante :

- CUA : 74,6 M€ dont 55,8 pour le fonctionnement et 18,8 pour l'investissement.
- Ville d'Alençon : 44,7 M€ dont 29,6 pour le fonctionnement et 15,1 pour l'investissement.

Notons que les deux collectivités agissent séparément, ce qui les empêche de porter, ensemble et dans la durée, des projets importants.

*Mon commentaire* : ce n'est pas une nouveauté. On s'en était déjà aperçu lors de la signature (avec la Région et le Département) du contrat de territoire de la CUA, en janvier 2018. Peu de projets stratégiques, beaucoup d'actions d'envergure "municipale", pas de quoi réveiller "la préfecture engourdie" que décrivait l'INSEE en mai 2016 dans son étude sur l'attractivité des territoires normands.

## Flers-Argentan : ça avance...

Comme il s'y était engagé, Hervé Morin soutient le département de l'Orne dans sa politique de désenclavement routier.

- La mise à 2x2 voies de la RD.924, entre Flers et Argentan est ici sa priorité. Une nouvelle étape vient d'être franchie avec l'inauguration de la section Durcet/Briouze Ouest que la Région a financée à 50%.
- Que reste-t-il à faire ? Les 19 km de la section Briouze Ouest/Sevrai pour lesquels Hervé Morin et Christophe de Balorre ont signé un protocole d'accord mi-2017. Coût de l'opération : 80 M€ ; participation de la région : 50% ; horizon de réalisation : 2023, si tout va bien.

## Forum mondial pour la paix.

Ce lundi 27 mai, Hervé Morin présente le programme du second "Forum Mondial Normandie pour la Paix" qui se tiendra à l'Abbaye aux Dames de Caen, les 4 et 5 juin prochains, juste avant la commémoration du 75<sup>e</sup> anniversaire du D Day.

- On y présentera notamment "l'indice Normandie pour la paix" publié par le Parlement européen pour mesurer, chaque année, le niveau de conflictualité dans le monde.

- Affirmer la notoriété du territoire.
- Faciliter la mise en réseau des acteurs.
- Développer les politiques de solidarités.
- Améliorer l'accessibilité.
- Réaffirmer le positionnement stratégique de la communauté urbaine.
- Favoriser un développement équilibré du territoire.

*Rappel* : ce plan de vol concerne 31 communes et 56 614 habitants répartis entre 2 départements (Orne et Sarthe) et 2 régions (Normandie et Pays de Loire), un territoire dont la population stagne et vieillit rapidement, un territoire à l'écart de l'axe Seine et du triangle Rouen/Caen/Le Havre, dont les atouts ne sont pas suffisamment connus. Le projet a été adopté par le conseil communautaire du 29 mars dernier.

## • Le nouvel horizon... en résumé.

Le plan s'organise en 15 objectifs, à court, moyen et long termes, avec au total une cinquantaine d'actions identifiées.

Quelques exemples de transitions.

- Transition démographique. À l'horizon 2030, la CUA ambitionne d'accueillir 2 550 habitants supplémentaires en espérant une croissance démographique moyenne de + 0,3 % par an. D'où l'importance du renouvellement, de la rénovation et de l'adaptation du parc des logements : c'est un gros chantier.
- Transition économique. Il s'agit de rapprocher tous les acteurs économiques pour créer, entre eux, de la culture commune, étape nécessaire à la mise en place des conditions favorables au développement de leurs activités. Avec, pour corollaire, une aide publique au financement des projets. On parle ici d'incubateurs, d'économie circulaire, de gestion prévisionnelle de l'emploi et des formations, de recherche et d'expérimentation.
- Transition écologique. Dans ce domaine, la communauté urbaine souhaite être un territoire exemplaire : développement des énergies renouvelables (le bois énergie notamment), la sobriété énergétique (réhabilitation des logements et bâtiments), territoire "zéro déchet" (mise en place de filières de recyclage), préservation de la biodiversité (création d'un observatoire foncier).
- Transition sociale. L'objectif principal est de coordonner toutes les actions dispersées en faveur des populations fragiles et/ou éloignées de l'emploi,

## Et pendant ce temps-là...

### • Le réseau Fécamp/Lisieux/Louviers.

Nouveau et intéressant : les directeurs de services et cadres des villes de Fécamp, Lisieux et Louviers vont se retrouver, le 28 mai prochain, pour travailler ensemble. À l'ordre du jour : "La qualité de vie au travail comme levier d'innovation managériale".

- Cela fait bientôt un an qu'ils fonctionnent en réseau pour partager leurs savoirs, expériences et bonnes pratiques. Cette initiative positive a été prise par les 3 DGS (Ismérie Legris, Christophe Hardy, Peggy Bednarowicz) qui ont constaté qu'ils étaient "voisins", que leurs préoccupations étaient les mêmes, qu'ils avaient beaucoup à s'apporter.

*Mon commentaire* : génératrice d'intelligence collective, cette initiative mériterait d'être élargie et/ou dupliquée aux villes moyennes de Normandie.

### • Jean-Baptiste Gastine, sans surprise.

Le nouveau maire du Havre et président de la communauté urbaine vient d'être élu président du pôle métropolitain de l'Estuaire, "un espace de confiance et de dialogue constructif entre les EPCI associés".

*Rappel* : de Deauville à Fécamp, du Havre à Port-Jérôme-sur-Seine, le pôle regroupe 8 EPCI et 575 000 habitants. Florence Dubosc le dirige.

## SRADDET, “service minimum”.

En cours d'élaboration depuis 2017, le SRADDET de Normandie doit être adopté début 2020. Mais auparavant, la Région Normandie (qui en est responsable) vient de lancer une enquête publique pour recueillir l'avis des habitants sur le projet préparé.

- Cette enquête s'achèvera le 21 juin prochain. Pour s'exprimer, plusieurs solutions sont proposées : se rendre à la mairie d'une des 20 villes les plus importantes de la région pour consulter les documents (pas très facile), se rendre sur le site <http://www.sradDET-normandie.fr/> (il n'est pas très lisible), ou envoyer sa contribution, par voie postale à la région (là, encore, il faut le vouloir).
- Vous l'avez compris, l'affaire est compliquée et on peut parier que le nombre de participants sera très limité, oui, très limité.

### Un objet incompréhensible.

En vérité, le SRADDET (comprenez le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) est un “objet administratif et technocratique mal identifié” qui vise à mettre en cohérence, toutes les politiques publiques “de façon transversale et prospective”, à l'échelle d'un même territoire.

- En réalité, le SRADDET est un “schéma de schéma” qui prétend organiser le développement régional dans des domaines aussi différents que l'habitat, l'écologie, l'énergie, les déchets, la mobilité, la gestion de l'espace, le désenclavement des territoires ruraux, etc.
- “On y parle aussi de qualité de vie, d'attractivité, d'offres culturelles, de tourisme, de paysage, ajoute cet élu, résultat, on n'y comprend plus rien”. Oui, le SRADDET est un objet incompréhensible : “qui trop embrasse, mal étreint.”
- Et pourtant, la Loi NOTRe oblige la Région à l'élaborer ; le schéma devra être validé par l'État avant la fin de l'année ; rappelons que le SRADDET sera prescriptif puisqu'il s'imposera à tous les documents d'urbanisme préexistants comme les SCOT et les PLUI.

*Mon commentaire : en Normandie, beaucoup d'élus sont perplexes, Hervé Morin est discret, tout le monde semble vouloir se contenter d'un SRADDET “service minimum”.*

afin de leur donner davantage de force et d'efficacité. Naturellement, l'accompagnement du vieillissement de la population est un axe majeur, mais, parallèlement, la communauté urbaine indique sa volonté de retenir les jeunes en leur offrant les outils et les espaces nécessaires à la réalisation de leurs projets. Rappelons que les moins de 25 ans quittent de plus en plus le département, en particulier les mieux formés, ceux qui ont fréquenté les universités.

- Transition territoriale. On parle ici de la création de plusieurs maisons de services au public et du maintien d'une offre de services de santé. Mais le grand défi, à 10 ou 12 ans, est assurément celui de la mobilité. La consolidation de l'axe ferroviaire Caen-Le Mans-Tours, mais aussi de l'axe Paris-Granville (“qui répond également aux besoins de ses habitants”), apparaît au premier rang des priorités.

*Mon commentaire n°1 : le document complet est téléchargeable sur le site de la communauté urbaine : <http://www.cu-alencon.fr/>. À sa lecture, vous constaterez que les actions ne sont pas hiérarchisées, ni financées, ni inscrites dans un calendrier ; on peut donc les lire comme un simple catalogue de bonnes intentions. Mais elles ont le mérite d'exister et de dessiner un horizon qui rappelle qu'il n'y aura pas de réussite pour la ville, l'agglomération et le département sans un “pack fort et solidaire” capable de se mettre en mouvement.*

## Lecanuët réveille toi !

### Politique : le Centre n'existe plus en Normandie.

Décidément, les “Centristes” n'existent plus dans l'ancienne région de Jean Lecanuët et de Michel d'Ornano qui, rappelons-le, furent les ténors-fondateurs de l'UDF.

- Les élections européennes viennent d'en apporter une nouvelle preuve. D'un côté, on a croisé des “orthodoxes”, comme la sénatrice Nathalie Goulet, qui ont appelé à voter pour la liste UDI de Christophe Lagarde, ce qui n'est pas étonnant. Mais de l'autre, on a trouvé des “wauquiéro-compatibles”, emmenés par Hervé Morin, qui ont appelé à voter pour François-Xavier Bellamy, pourtant très différent d'eux, ce qui est plus surprenant.
- Cette nouvelle fragmentation est venue s'ajouter à celle de “l'effet Macron”. En Normandie, les “Centristes” sont désormais des inconnus, ils ne représentent plus une force collective, mais une somme d'individualités, plus ou moins bien agrégées, qui sert d'appoint à d'autres formations politiques.

## Et pendant ce temps-là...

### • Déception pour les plages du Débarquement.

Alors que se prépare la commémoration du 75<sup>e</sup> anniversaire du “D.Day”, le dossier de classement des plages du Débarquement à l'UNESCO ne sera pas examiné en juillet prochain, comme prévu. Déception d'Hervé Morin, un report d'au moins deux ans est attendu, la candidature de la Normandie est fragilisée. Rappelons que la région s'est mobilisée (10 M€ investis) pour soutenir les travaux réalisés par les communes, afin de présenter le meilleur dossier.

### • Patrick Callais dans les pas de Guillaume Coutey.

En lançant la démarche de certification “Cit'ergie” de sa ville, Patrick Callais, maire du Trait (76) a indiqué qu'il suivait l'exemple de Guillaume Coutey qui est devenu, grâce à son action exemplaire à Malaunay (une autre ville de la Métropole), “l'ambassadeur reconnu de la COP 21 locale de Rouen”.

- Patrick Callais pense, lui aussi, que les petites villes sont “à la bonne maille” pour porter une politique de transition écologique et énergétique, profitable à tous, en proximité. Mais, il ne s'agit pas seulement de réduire les consommations et de choisir des énergies décarbonées, il s'agit aussi de prendre en compte, la situation sociale des habitants dans sa globalité, en particulier des plus défavorisés, pour répondre le mieux possible à tous leurs besoins : emploi, santé, mobilité, service public...

## L'ADEME et le numérique.

Nouveau et intéressant. Pour réduire l'empreinte écologique et sociale des technologies numériques (les émissions de gaz à effet de serre sont considérables), l'ADEME Normandie vient de lancer une action de formation/sensibilisation de 7 collectivités régionales volontaires, une opération inédite en France.

- Les 7 collectivités participantes sont Le Grand-Quevilly, Argentan Intercom, CD.27, Saint-Lô Agglo, Caux Seine Agglo, Caen-la-Mer, et la CC. des Vallées de l'Orne et de l'Odon.
- Une première session de formation vient de se tenir à Caen, des ateliers pratiques vont être organisés mi-juin ; pour aller plus loin, les collectivités pourront obtenir le soutien d'un expert avec, en ligne de mire, l'obtention du "Label numérique responsable"

*Mon commentaire : dans le cadre de leur politique de transition écologique, certaines collectivités se sont déjà engagées dans des actions concrètes comme la limitation du renouvellement des postes informatiques, réduction de mails et des impressions, etc. L'opération leur permettra de renforcer leurs démarches avec un cadre structurant.*



### **Vous voulez vous abonner ?**

C'est très simple, contactez :

**Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44**

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

**La CHRONIQUE**  
de Normandie  
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

#### **Chroniques et Actions**

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues  
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

#### **Directeur de la publication :**

Bertrand Tierce

#### **Rédacteur en chef :**

Bertrand Tierce

**Abonnement :** 250 € TTC/an pour 44 n°  
(TVA 2,1%)

#### **Chroniques et Actions**

SAS au capital de 8 000 Euros  
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

*Mon commentaire : cet émiettement n'est pas sans conséquence pour le bon fonctionnement de nos collectivités, on pense à la Région, aux départements, et à plusieurs grandes villes et agglomérations.*

### **Démonstration en Seine-Maritime.**

Maintenant qu'on sait que Pascal Martin va devenir sénateur, tous les élus de sa majorité se grattent la tête : qui va bien pouvoir succéder à ce président UDI ?

- Agnès Firmin Le Bodo ? Trop proche d'Édouard Philippe. André Gautier ? Trop marqué LR. Bertrand Bellanger ? Trop proche de LREM. Blandine Lefebvre ? Pas assez connue (rappelons qu'elle est la 1<sup>ère</sup> vice-présidente). "Avant de partir, Pascal devrait désigner son successeur, dit l'un de ses amis, notre majorité est fragile, on n'a pas le droit de se tromper..." Jusqu'à présent, le président n'a rien dit, il faut dire que les Centristes ne sont pas assez nombreux, ni assez structurés pour proposer une solution de consensus : "Lecanuët, réveille-toi !" lance ce vice-président déboussolé.

*Mon commentaire : à Rouen, l'effacement du Centre est également important. Qui le représentera aux municipales ? "Catherine Morin-Desailly est la mieux placée", continue d'affirmer Hervé Morin ; il n'est pas sûr que la sénatrice UDI en ait envie. question : si elle n'y va pas, ce sera qui ?*

### **Mobilité hydrogène**

#### **La Normandie veut être numéro 1 en Europe.**

Dans le cadre du programme européen EAS-HyMob, la Région confirme sa volonté de construire le réseau de stations de recharge hydrogène, associé à une flotte de véhicules, le plus dense d'Europe.

- D'ici la fin de l'année, une dizaine de stations hydrogène seront ainsi mises en service sur le territoire. Elles relieront la Normandie à l'Île-de-France et alimenteront dans un premier temps une flotte de plus de 100 véhicules.
- Plusieurs agglomérations et entreprises se sont déjà engagées à acheter des véhicules hydrogène, principalement des Renault Kangoo. Citons : Vinci, Véolia, Engie, Groupe Treuil, Team Réseau, Transdev, Terre Solaire, Erisay, La Poste, Air Liquide.

*À savoir : le déploiement de ces stations est subventionné à hauteur de 50 % par l'Union Européenne et de 20 % par la Région Normandie. Pour garantir la réussite de ce projet, la Région Normandie accorde aussi une aide financière pour l'acquisition de véhicules hydrogène (10 000 euros par véhicule).*

### **Et pendant ce temps-là...**

#### **• SOFRINO ouvre son capital.**

Domiciliée à Caen, spécialiste de la logistique "grand froid", SOFRINO vient d'ouvrir son capital pour accélérer son développement en France et à l'étranger. NCI est l'un des investisseurs aux côtés de Bpifrance, Unexo et Nord Capital Investissement.

SOFRINO réalise un CA. de 89 M€, avec 614 salariés. Dirigeants : Marc Blanchard, président, Rui Pereira, directeur général.

#### **• Ferrero France : 30 M€ pour aller à Criquebeuf-sur-seine (27).**

Domicilié à Mont-Saint-Aignan (76), le groupe Ferrero-France va transférer ses activités d'entrepôt et de stockage de Grand-Quevilly à Criquebeuf-sur-seine, à 18 km de là. Coût de l'opération : environ 30 M€.

#### **• Orano : 6 000 conteneurs de plus à La Hague (50).**

Dans l'attente de l'ouverture du (très contesté) centre de stockage de déchets nucléaires de Bure, Orano souhaite accroître la capacité d'entrepôt de son site de La Hague. 6 000 conteneurs supplémentaires de déchets pourraient être ainsi accueillis à partir de 2020.

Ce projet va faire l'objet d'une enquête publique entre le 5 juin et le 8 juillet.